

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

GOUVERNEMENT DE SALUT PUBLIC

DECLARATION DU PROFESSEUR B.D. MULUMBA,
MINISTRE D'ETAT CHARGE DU PLAN, AU FORUM
INTERGOUVERNEMENTAL DE LA HAYE

LA HAYE, DU 8 AU 12 FEVRIER 1999

**Première Réunion de Suivi-Evaluation Quinquennal
du Programme d'Action de la Conference
Internationale sur la Population et le Développement
du Caire, 1994**

La Haye, le 10 février 1999

Monsieur le President,

Dr. Nafis Sadik,

Distingues Délégués,

Mes Dames et Messieurs,

La République Démocratique du Congo remercie vivement le peuple et le Gouvernement Hollandais pour avoir accepté d'abriter les présentes assises. Elle présente également ses vifs remerciements à l'Organisation des Nations Unies, plus particulièrement au Fonds des Nations Unies pour la Population qui s'est personnellement investi pour que cette rencontre se tienne dans les meilleures conditions.

Il y a trois jours dans cette salle la première dame du Ghana a décrit eloquemment la situation en Afrique. Cependant nous estimons que la situation de la République Démocratique du Congo est unique et nous aimerions partager cette situation en ce qui concerne les questions de population et développement.

Les résultats réalisés par la République Démocratique du Congo en rapport avec les objectifs arrêtés dans le Programme d'Action de la Conférence du Caire ne sont pas confortables en raison d'un contexte national bien particulier. Depuis 1960, la République Démocratique du Congo a connu:

- près de quatre décennies de dictature, de rebellions et-agressions financées de l'extérieur et fomentées à partir des pays voisins;

- des déplacements forcés des populations et de problèmes sérieux de réfugiés qui en 1994 ont versé sur le territoire national plus de deux millions de personnes et cause d'importants préjudices écologiques et la vulnérabilité économique.

A cela s'ajoutent les spécificités démographiques qui rendent la situation plus préoccupante et le retrait de la coopération structurelle.

S'agissant de la démographie, la population estimée à plus de 48 millions d'habitants en 1999 dont 51 % des femmes, est à 60% rurale et comprend 70% des jeunes de moins de trente ans. Elle est, en outre, caractérisée par un accroissement rapide de la population urbaine de 7 à 8% par an, et en conséquence par un rythme accéléré de l'exode rural qui appauvrit les campagnes et augmente les tensions dans les villes.

Quant à la coopération internationale, au fort de la crise en 1992, en raison des turbulences socio-politiques, les principaux partenaires extérieurs suspendaient la coopération structurelle tandis que l'ensemble du système des Nations Unies réduisait la sienne au strict minimum. C'est ainsi que le pays n'a plus de coopération formelle avec le Fonds des Nations Unies pour la

population, autrefois chef de file et integrateur des autres bailleurs de fonds dans le domaine de la population:

E n resume le contexte en question plus haut comporte sur le plan social les consequences ci-après:

- diminution continue des revenus et salaires et du pouvoir d'achat reel suite à l'accélération de la baisse du PIB de près de 9% en moyenne par an de 1988 à 1993, la diminution du PIB par tête qui passe de 377 USD en 1956 à 117 USD en 1993;

- insuffisance et précarité des infrastructures et des services sociaux essentiels telles que la santé, l'éducation et la formation professionnelle.

- insécurité alimentaire et nutritionnelle;

- inefficacite du regime de sécurité sociale;

- chômage et sous-emploi et reapparition des maladies endemiques et épidémiques autrefois éradiquées, et pauvreté devenant structurelle.

La Conference du Caire a introduit une nouvelle dimension dans la vision des questions de population en plaçant au centre du developpement soutenu et

durable le bien-être de l'individu, c'est- a- dire, la nécessité de satisfaire ses besoins sociaux perçus comme des droits humains et en mettant l'accent sur l'interdependance population-developpement qui s'enrichissent mutuellement.

La Republique Démocratique du Congo adhere sans reserve à toutes les resolutions en la matiere en general et de la Conference du Caire en particulier. En même temps elle continue à soutenir comme tous les pays en developpement la pertinente nécessité d'une croissance économique stable et durable, fondée sur des facteurs internes en transformation continue en vue de mieux faire face aux engagements exterieurs dont principalement l'endettement ainsi qu'aux obligations et besoins essentiels de l'Etat et des populations.

Pour revenir au sujet du jour, nous devons repondre à une question qui est celle de savoir ce que nous avons fait de la mise en oeuvre du Programme d'Action du Caire. Dans mon pays le Gouvernement de Salut Public estime qu' en cette matiere de population et developpement, l'essentiel n'est pas de traiter ces problèmes séparément, mais d'envisager une solution intégrée et savoir comment mobiliser les ressources necessaires et les faire profiter de facon juste et equitable à la majorité de la population.

Mon gouvernement consider-e comme primordial les problèmes lies à la santé, à l'éducation, à la pauvreté et à la creation d'emplois.

Sous la direction clairvoyante et déterminante de Son Excellence Laurent Desire Kabila, President de la Republique Democratique du Congo, le Gouvernement est conscient aussi bien de la degradation de la situation héritée du passe depuis mai 1997 que de l'imperieuse nécessité de la redresser sans plus tarder par des solutions appropriées sur le plan politique, économique et social.

L'objectif ultime des nouvelles autorités politiques et les attentes du peuple congolais convergent vers la création d'un Etat-Nation et d'un pays démocratique respectueux des libertés et droits humains et des valeurs républicaines.

A cet effet, depuis trois mois, le Chef de l'Etat a entamé des consultations avec les principales forces vives du pays à l'appréciation desquelles il avait au préalable soumis le projet de Constitution avant le referendum populaire. En fait le processus de démocratisation est en cours.

La poursuite de ce processus jusqu'à l'installation des institutions républicaines en passant par des élections démocratiques et transparentes est certainement conditionnée par la sécurité et la paix dont les Congolais attendent une contribution de la communauté internationale.

Sur le plan économique, un Plan Triennal Minimum de stabilisation, de rehabilitation et de relance économiques est en voie d'implantation. Il comporte des objectifs, strategies et politiques réalistes de sortie de la crise ainsi que des réformes structurelles et institutionnelles appropriées et incitatives à l'investissement. Ainsi parmi les strategies et politiques de sortie de la crise en general et de developpement des populations en particulier, il est prévu dans le domaine social entre autres:

- la lutte contre la pauvreté en implantant la stratégie des foyers de developpement qui consiste à mettre à la disposition de la population des facilités nécessaires à son developpement; notamment : l'électrification rurale, l'approvisionnement en eau potable, l'information , les services de santé et de l'éducation;

- le renforcement des programmes scolaires avec un module d'éducation à la vie familiale, d'éducation en matière de population et des enseignements dispensés à l'Université sous le thème démographie et developpement durable;

- la réalisation des actions dans le domaine de la santé de la reproduction surtout pour les jeunes en collaboration avec les ONG;

- l'organisation de l'opération nationale d'évaluation des programmes

de population (ONEP) qui fournira les éléments de base pour l'élaboration d'un deuxième programme national de population et l'actualisation du projet du document de la politique nationale de population devant tenir compte des objectifs de la Conférence du Caire;

- la réalisation du programme national "Femme" pour les actions promotionnelles en faveur des femmes;

- le renforcement du partenariat avec la société civile y compris les ONG;

- la poursuite du plaidoyer sur la prise en compte de la variable population dans les programmes de développement.

Monsieur le Président,

Distingués Délégués,

Pour terminer mon exposé, puis-je encore me référer aux déclarations des deux invitées de haut rang: Dr. Nana Rawlings, première dame du Ghana et Madame Hillary Clinton, première dame des États-Unis. La première a déploré les conséquences nefastes des guerres fratricides qui ravagent l'Afrique tandis que la seconde en déplorant le cercle infernal de la pauvreté a conclu pour y remédier par le souhait d'un monde plus pacifique et plus juste.

En effet, pendant que nous nous trouvons dans cette salle entrain-de parler du bien-être de nos populations, dans mon pays des milliers de Congolais sont entrain d'être déportés et massacrés par des agresseurs armés.

Je lance donc un vibrant appel à la communauté internationale l'invitant à lever l'embargo de fait sous lequel mon pays vit depuis environ six ans par le rétablissement de la coopération structurelle et à mettre tout en oeuvre pour la paix, la sécurité et l'intégrité territoriale de la République Démocratique du Congo.

En bref , la République Démocratique du Congo demande avec insistance à la communauté internationale un concours plus déterminant pour le rétablissement de la paix et de la sécurité en Afrique centrale.

Je vous remercie.